

Réunion D.O.S. du 9 février 2010 à Rennes

Audience intersyndicale avec M. PARINI, Directeur Général

En marge de cette 1^{ère} grand-messe consacrée au D.O.S., M. Parini a reçu les organisations syndicales (FO-DGFiP, CGT, CFDT et SNUI) pendant près de 2 heures.

Après que les représentants syndicaux aient rappelé leurs revendications en matière d'emplois, de pouvoir d'achat, de conditions de travail dégradées et leur opposition à la RGPP et la loi sur la mobilité (si chères au ministre Woerth), M. Parini a répondu aux questions comme un directeur général peut et sait y répondre.

Ci-dessous et de manière synthétique, l'essentiel des échanges :

1. Effectifs et missions

- L'ensemble des syndicats a dénoncé la politique dogmatique de suppression d'emplois et ses conséquences directes en matière de dégradation des conditions de travail et du service public.
- Non seulement M. PARINI a répondu qu'il se devait de mettre en œuvre la politique de productivité, mais il a tenu, comme le matin, à préciser que, lui-même, partageait les options de cette politique : « la DGFiP doit participer à l'effort général de productivité et d'efficacité ». Il a conscience des difficultés et des conditions de travail et ne « chipotera pas sur les moyens à engager pour le recrutement de médecins de prévention ou d'assistants sociaux ».
- M. Parini a répété, au cours de la journée, que le périmètre des missions de la DGFiP n'évoluerait pas et qu'à tout commentaire contraire il disait « stop » et encore « stop ».

2. Loi « Mobilité »

- M. PARINI rappelle l'engagement du ministre Woerth, lors du lancement de la fusion DGI-DGCP, de garantir le maintien dans la même résidence administrative. Il garantit le maintien du maillage administratif dans le but de faciliter la gestion des agents aux emplois supprimés.

3. La prime de fonction et de résultat (PFR)

- Pour les cadres supérieurs, la PFR est logique. Par contre, s'agissant d'une structure collective, le dispositif d'intéressement est conservé... alors que ce dispositif d'intéressement n'est plus d'actualité avec la disparition de tout contrat pluriannuel de performance ...

4. L'informatique

- M. PARINI veut garder les implantations informatiques des CSI et DI actuelles (tout en leur donnant le statut de centres autonomes).
- La DGFiP a besoin d'une informatique de qualité : les informaticiens produisent des résultats de qualité qui permettront de « ré-internaliser » certains projets.
- Un nouveau « Schéma Directeur Informatique » va être relancé.

5. La réforme de la Dépense et des Pensions

- Centres régionaux des Pensions : leur nombre sera réduit à 12 en lieu et place des 20 existants.
- Les agents concernés par ces suppressions de structure auront vocation à rejoindre les services de la Dépense aux missions proches de leurs actuelles missions.

Conclusions syndicales

- La 1^{ère} d'une série de réunions interrégionales, cette opération de communication de grande envergure avec un déploiement impressionnant de moyens (logistique, accueil, sécurité sans omettre le somptueux buffet déjeunatoire) et un coût - sans nul doute – démesuré... Il est des lignes de crédits budgétaires plus faciles que d'autres à alimenter !!!

- Des comptes rendus interrégionaux des ateliers départementaux qui ont débouché sur des propositions auxquelles le directeur général s'est engagé à apporter, à chacune d'elles, réponses, positives ou... négatives !!!
- Pour toute la sphère syndicale, les propos volontairement apaisants du Directeur général n'ont apporté aucune solution à tous les problèmes exposés, sinon des promesses, encore des promesses.
- **Face à tous les dangers présents et à venir (missions, emplois, conditions de travail, rémunérations, carrières), il n'est que temps d'une réaction massive avec une action unitaire.**